

**DOSSIER
SPÉCIAL****ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019****I. 2014-2019 : LE BILAN...**

En 2014, déjà, l'UNSP avait adressé un questionnaire aux différents partis politiques.

Parmi les partis francophones, seul le Mouvement Réformateur (MR) a fait partie du gouvernement fédéral lors de cette législature.

Les autres partis politiques n'ayant pas eu l'opportunité de défendre leurs projets, il n'est évidemment pas relevant ou opportun de faire un bilan de leurs réponses de l'époque.

Seule la réponse du MR peut être analysée. Cette réponse complète est disponible sur notre site internet.

En voici quelques extraits, et donc des affirmations, des « engagements » pris par le MR avant de monter au gouvernement.

Nous nous passerons de faire des commentaires. Chacun se fera son opinion quant au respect de ces engagements. Bien sûr, le MR n'était pas seul à la barre de ce gouvernement, mais vous verrez qu'entre les engagements et les actes politiques, il y a parfois un gouffre. Ce dossier essaie modestement de comparer les engagements annoncés qui sont de leur responsabilité, mais pas de stigmatiser un parti. Exercice délicat puisqu'un seul parti francophone se retrouvait à la barre gouvernementale.

Effectifs

Le MR ne considère pas la diminution des effectifs comme une fin en soi et ne souhaite pas réduire de façon arbitraire le nombre d'agents au niveau fédéral, mais la diminution des effectifs doit rester possible lorsque l'informatisation ou une meilleure allocation des ressources permettent de fournir le même service avec moins de personnel.

Pension

Le MR ne souhaite pas relever l'âge légal de la pension.

Indexation des salaires et des pensions

L'indexation automatique et la liaison au bien-être doivent être maintenues.

Régimes des congés et absences

Le MR ne souhaite pas modifier les régimes actuels de congés et d'absence.

Statut

Le MR considère que le régime statutaire est le garant de l'indépendance, de l'égalité et de l'intégrité de la fonction publique. Les efforts d'amélioration de l'efficacité de l'administration doivent tenir compte des missions qui lui sont propres et qui ne sont pas comparables avec celles du secteur privé. Le recrutement d'agents statutaires par concours du Selor doit donc rester la norme.

Attractivité de la Fonction publique et politique de bien-être

Nous voulons une fonction publique attractive afin d'attirer les meilleurs profils. La politique du bien-être est un enjeu essentiel à cette fin que le MR veut renforcer.

Service au public

Les réformes Coperfin ont été utiles pour améliorer l'efficacité du SPF Finances dans une logique de service public. L'informatisation a permis d'effectuer le même travail avec un nombre de centres moins importants. Le service aux administrés n'en a pas souffert puisque cette réforme s'est accompagnée de mesures de proximité : des agents sont détachés dans les maisons communales pendant la période de déclaration IPP, un service d'assistance téléphonique performant a été mis en place, Tax-On-Web a été développé, il y a des permanences dans les centres commerciaux, les Fisco-bus, etc.

Lutte contre la fraude

Le MR souhaitait un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale et sociale.